

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 29 décembre 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "relative à la sécurité lors des matches de football", a donné le 25 février 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 29 december 1997 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "betreffende de veiligheid bij voetbalwedstrijden", heeft op 25 februari 1998 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

I. En ses articles 18 et 24, l'avant-projet de loi instaure des amendes administratives en cas de contravention à certaines obligations.

1. L'article 18 permet d'infliger une amende administrative de vingt mille francs à dix millions de francs à l'organisateur d'un match national ou international de football qui ne respecte pas les obligations prescrites par le titre premier de l'avant-projet de loi, à savoir :

- 1° l'obligation de moyen consistant à "prendre toutes les mesures de précaution possibles pour prévenir les atteintes aux personnes et aux biens, en ce compris toutes les dispositions concrètes pour prévenir les débordements commis par les spectateurs" (article 2);
- 2° l'obligation de n'utiliser que "les stades ou parties de stades qui satisfont aux normes de sécurité fixées par le Roi" (article 3);
- 3° l'obligation de conclure une convention annuelle "avec les services de secours et les autorités ou services administratifs et policiers" (article 5);
- 4° l'obligation de désigner "un responsable de la sécurité dûment mandaté" (article 6);
- 5° l'obligation de désigner des stewards (article 7);

.../...

- 6° l'obligation d'instituer un conseil consultatif local pour la sécurité des matches de football (article 9);
- 7° l'obligation de "soumettre tous les spectateurs à un règlement d'ordre intérieur", d'y inclure "une réglementation d'exclusion civile et une réglementation relative à la remise des objets", de prendre "des mesures de sécurité active et passive visant à garantir la sécurité du public et des services d'intervention", d'assurer "la gestion des billets" et d'"installer des caméras de surveillance" (article 10);
- 8° l'obligation de contrôler le respect du règlement d'ordre intérieur (article 11).

2. L'article 24 permet d'infliger une amende administrative de 10.000 francs à 200.000 francs et une interdiction de stade administrative d'une durée de trois mois à cinq ans, en cas de contravention aux interdictions prescrites par les articles 20 à 23 de l'avant-projet de loi, à savoir :

- 1° l'interdiction de jeter des objets (article 20);
- 2° l'interdiction de pénétrer irrégulièrement dans le stade (article 21);
- 3° l'interdiction de pénétrer dans un lieu inaccessible au public (article 22);

.../...

- 4° l'interdiction de troubler le déroulement d'un match, en incitant à porter des coups et blessures ou en incitant à la haine ou à l'emportement à l'égard d'une ou de plusieurs personnes se trouvant dans le stade (article 23).

3. La procédure administrative prévue est la suivante :

- 1° les faits sont constatés dans un procès-verbal dressé par un fonctionnaire de police ou, en ce qui concerne les faits visés à l'article 18 de l'avant-projet, par un fonctionnaire désigné par le Roi (article 25, § 1er);
- 2° une copie du procès-verbal est envoyée au Procureur du Roi et au fonctionnaire désigné par le Roi et qui est compétent pour imposer la sanction administrative (article 25, § 2);
- 3° en cas de contravention aux articles 20 à 23, le Procureur du Roi dispose d'un délai d'un mois à dater du jour de la réception de la copie du procès-verbal pour informer le fonctionnaire désigné par le Roi que des poursuites pénales ont été engagées ou qu'une information ou une instruction judiciaire ont été entamées (article 35, § 1er); cette communication a pour conséquence que le fonctionnaire désigné par le Roi ne peut plus imposer de sanctions administratives (article 35, § 2), mais elle ne lui interdit pas d'engager une procédure administrative (article 35, § 3); passé le délai d'un mois, le

.../...

Procureur du Roi ne peut plus engager de procédure pénale pour les faits visés à l'article 24 (article 36);

- 4° si le fonctionnaire désigné par le Roi décide qu'il y a lieu d'entamer une procédure administrative, il communique au contrevenant, dans un délai de trois ans à compter du jour où le fait est commis (article 32), outre une copie du procès-verbal, une lettre dans laquelle il expose les faits à propos desquels une procédure est entamée, et dans laquelle il informe le contrevenant qu'il peut faire valoir ses moyens de défense par écrit dans un délai d'un mois, demander à être entendu, être assisté d'un conseil et consulter son dossier (article 26, § 2);
- 5° le fonctionnaire désigné par le Roi peut imposer une sanction administrative au contrevenant sur base des articles 18 et 24 de l'avant-projet (articles 26, § 1er, et 27); la décision doit être motivée et la sanction doit être proportionnée à la gravité des faits (article 29, §§ 1er et 2);
- 6° le contrevenant peut, par voie de requête, dans un délai d'un mois qui court à dater de la communication de la décision, interjeter appel devant le tribunal de police, contre la décision qui lui inflige une sanction administrative (article 31, § 1er); l'appel est suspensif (article 28, § 2);
- 7° la décision du tribunal de police n'est pas soumise à appel (article 31, § 2);

.../...

8° une procédure particulière est organisée lorsque les faits visés par l'article 24 de l'avant-projet sont commis par un contrevenant qui n'a en Belgique ni domicile ni résidence principale (article 33) : une somme de 10.000 francs peut être immédiatement perçue avec l'accord du contrevenant (article 34, § 1er); ce paiement immédiat éteint la possibilité d'infliger au contrevenant une amende administrative pour le fait visé (article 34, § 4, alinéa 1er); le fonctionnaire désigné par le Roi peut en toute hypothèse imposer immédiatement une interdiction administrative de stade "exécutoire par provision nonobstant appel" (article 34, § 4, alinéa 2); la perception immédiate de l'amende administrative n'empêche pas le Procureur du Roi d'engager des poursuites pénales (article 34, § 5).

2. Ces sanctions sont qualifiées d'"administratives" parce qu'elles seront, en première instance, prononcées non pas par un tribunal de l'ordre judiciaire, mais par un fonctionnaire désigné par le Roi.

Il y a lieu d'examiner si ces sanctions n'ont pas un caractère pénal, au sens de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, auquel cas elles ne peuvent être prononcées que dans le respect des garanties offertes par cette disposition.

.../...

Il ressort des arrêts Oztürk (1) et Lutz (2) de la Cour européenne des droits de l'homme que plusieurs critères retiennent spécialement l'attention pour déterminer si une sanction administrative est soumise aux garanties que prévoit l'article 6 précité en cas d'"accusation en matière pénale" : celui de la nature de l'infraction, celui de la nature de la sanction que risque de subir l'intéressé et du degré de gravité de celle-ci (3). Dans l'arrêt Lutz, la Cour a relevé que,

"... pour que l'article 6 s'applique au titre des mots "accusation en matière pénale", il suffit que l'infraction en cause soit, par nature, "pénale" au regard de la Convention ... ou ait exposé l'intéressé à une sanction qui, par sa nature et son degré de gravité, ressortit en général à la "matière pénale".".

Pour décider si une infraction est pénale par nature, il convient d'abord d'avoir égard à l'objet de la norme transgressée : s'agit-il d'une norme concernant le public en général, par opposition à une norme s'adressant à un groupe déterminé de personnes, doté d'un statut particulier ? Dans l'affirmative, la sanction a un caractère pénal si elle poursuit un but répressif, si elle tend à punir l'auteur de l'infraction. En ce cas, selon les arrêts

(1) Arrêt du 21 février 1984, série A, n° 73.

(2) Arrêt du 25 août 1987, série A, n°123.

(3) A ce propos, lire spécialement J. VELU et R. ERGEC, "La Convention européenne des droits de l'homme" in Rép. prat. dr. belge, compl. VII, Bruylant, 1990, n°s 445 et 447; A. DE NAUW, Les métamorphoses administratives du droit pénal de l'entreprise, Mys & Breesch, 1994, pp. 58 et suivantes.

Oztürk et Lutz, la circonstance que l'infraction n'atteint pas un certain degré de gravité et la faiblesse relative de la sanction ne sauraient retirer à une infraction son caractère pénal intrinsèque.

Comme le relèvent J. Velu et R. Ergeç, le critère du degré de la sévérité de la sanction est surtout pris en considération pour distinguer le disciplinaire du pénal relativement aux comportements s'inscrivant dans un groupe social particulier (1) (2).

Les amendes prévues à l'article 18 sanctionnent les organisateurs des matches nationaux et internationaux de football.

Elles s'adressent dès lors à un groupe déterminé de personnes se trouvant dans une situation particulière vis-à-vis de l'administration. Même si l'article 29, § 2, prévoit que la sanction prononcée doit être proportionnée à la gravité des faits qui la motivent et en fonction de l'éventuelle répétition, il y a lieu de constater qu'elle peut atteindre des montants très importants, de telle sorte

(1) Op. cit., n° 445.

(2) Voir en ce sens les avis L. 23.417/2 donné le 18 janvier 1995 sur un avant-projet d'ordonnance "relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur, doc. CRB, S.O., 1994-1995, A-368/1-94/95, pp. 47-49; et L. 25.252/2/9, donné le 28 juin 1996 (neuvième chambre), le 1er juillet 1996 (neuvième chambre) et le 2 juillet 1996 (deuxième chambre) sur un avant-projet de décret-programme portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et l'audiovisuel", doc. CCF, 1995-1996, n° 96-1, pp. 45-46.

que son caractère punitif et répressif paraît difficilement contestable.

Les sanctions prévues à l'article 24 visent certains comportements des spectateurs d'un match de football. Elles s'adressent donc au public en général et poursuivent un but répressif. Leur caractère pénal au sens de l'article 6 de la Convention européenne n'est dès lors pas douteux.

En conséquence, il y a lieu d'examiner si la procédure offre les garanties prévues par cette disposition.

A cet égard, l'avant-projet prévoit que la procédure administrative garantit les droits de la défense (article 26) et que les personnes à qui une sanction est appliquée ont la possibilité d'introduire un recours suspensif auprès du tribunal de l'ordre judiciaire, à savoir le tribunal de police. La décision d'imposer une sanction n'a force exécutoire qu'à l'échéance du délai pendant lequel le recours peut être introduit (article 28). Les articles 35 et 36 concrétisent l'application du principe non bis in idem.

II. Les sanctions administratives dont il a été question sous le point I ayant la nature d'une peine au sens de l'article 6 de la Convention des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le principe de la légalité des peines leur est applicable (1).

(1) En ce sens, Cour d'arbitrage, arrêt n° 72/92 du 18 novembre 1992, Moniteur belge du 16 janvier 1993, point B.2.2.

Ce principe requiert non seulement que les comportements délictueux soient définis avec précision, mais encore que les sanctions soient échelonnées. L'avant-projet examiné ne satisfait pas à cette double exigence.

En effet, les peines que prévoit l'article 18 vont de vingt mille francs à dix millions de francs et peuvent s'appliquer indistinctement à tout manquement des organisateurs à leurs obligations définies, dans certains cas, en des termes très généraux (1).

La même critique peut être faite à l'égard de l'article 24 qui prévoit indistinctement l'application d'une peine pouvant s'échelonner entre dix mille et deux cents mille francs.

III. Selon la Cour d'arbitrage,

"Lorsque le législateur estime que certains manquements à des obligations légales doivent faire l'objet d'une répression, il relève de son pouvoir d'appréciation de décider s'il est opportun d'opter pour des sanctions pénales ou pour des sanctions administratives. Le choix de l'une ou de l'autre catégorie de sanctions ne peut être considéré comme établissant, en soi, une discrimination.

Lorsqu'un même manquement à des obligations légales fait l'objet, tantôt de sanctions pénales, tantôt de sanctions administratives, la différence de

(1) Voir, par exemple, l'article 10, § 1er, troisième tiret de l'avant-projet qui stipule que les organisateurs doivent "prendre des mesures de sécurité active et passive visant à garantir la sécurité du public ...".

traitement qui pourrait en résulter n'est admissible que si elle est raisonnablement justifiée." (1).

Certaines des infractions prévues aux articles 20 à 23 de l'avant-projet sont également constitutives d'infractions pénales. Il en va ainsi :

- 1° du jet d'objets (article 20), qui est constitutif de contraventions de première (2), de troisième(3) et de quatrième classes (4) (5);

(1) Arrêt n° 40/97 du 14 juillet 1997, Moniteur belge du 21 août 1997, points B.2. et B.3.1.

(2) Article 552, 5° du Code pénal : "seront aussi punis d'une amende d'un franc à dix francs : (...) 5° ceux qui, imprudemment, auront jeté sur une personne une chose quelconque pouvant l'incommoder ou la souiller".

(3) Article 559, 1° et 3° du Code pénal : "Seront punis d'une amende de dix francs à vingt francs : 1° ceux qui, hors les cas prévus par le chapitre III, titre IX, livre II du présent code, auront volontairement endommagé ou détruit les propriétés mobilières d'autrui; (...) 3° ceux qui, par imprévoyance ou défaut de précaution, auront involontairement causé les mêmes dommages par l'emploi ou l'usage d'armes, ou par le jet de corps durs ou de substances quelconques".

(4) Article 563, 3° du Code pénal : "Seront punis d'une amende de quinze francs à vingt-cinq francs et d'un emprisonnement d'un jour à sept jours, ou d'une de ces peines seulement : (...) 3° les auteurs de voies de fait ou violences légères, pourvu qu'ils n'aient blessé ni frappé personne, et que les voies de fait n'entrent pas dans la classe des injures; particulièrement ceux qui auront volontairement, mais sans intention de l'injurier, lancé sur une personne un objet quelconque de nature à l'incommoder ou à la souiller".

(5) En cas de circonstances atténuantes, les peines peuvent être réduites au-dessous de cinq francs, sans qu'elles puissent être inférieures à un franc (article 566 du Code pénal).

2° de l'incitation à porter des coups et blessures et de l'incitation à la haine ou à l'emportement à l'égard d'une ou de plusieurs personnes se trouvant dans le stade (article 23), qui peuvent être constitutives d'infraction au sens de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie (1).

L'amende administrative prévue à l'article 24 peut atteindre des montants qui sont hors de proportion avec les amendes que pourraient encourir les contrevenants s'ils font l'objet pour les mêmes faits de poursuite pénale.

Par ailleurs, seuls ceux qui auront fait l'objet d'une amende administrative pourront se voir infliger une interdiction de fréquenter les stades de football (2), cette interdiction n'étant pas prévue par le Code pénal à titre de peine accessoire.

(1) Voir l'article 1er de la loi du 30 juillet 1981 qui punit d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante francs à mille francs, ou d'une de ces peines seulement, quiconque incite à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes, en raison de leur race, de leur couleur, de leur ascendance ou de leur origine nationale ou ethnique. L'article 85 du Code pénal est applicable aux infractions prévues par cette loi.

(2) Voir également l'observation générale IV.

Enfin, l'avant-projet ne prévoit pas que le tribunal de police, statuant sur le recours introduit contre une décision du fonctionnaire désigné par le Roi, puisse tenir compte de circonstances atténuantes pour réduire la peine au-dessous du minimum légal (1).

De telles différences de traitement paraissent difficilement justifiables au regard des articles 10 et 11 de la Constitution.

IV. En ce qui concerne l'interdiction administrative de stade, l'avant-projet suscite d'autres interrogations.

Tout d'abord, il ne ressort pas clairement de l'avant-projet si l'interdiction concernera tous les stades de football, ou uniquement ceux dans lesquels se déroule un match international ou un match opposant deux équipes dont au moins une fait partie des deux divisions supérieures.

(1) Statuant sur une question préjudicielle portant sur la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infractions à certaines lois sociales, la Cour d'arbitrage a jugé contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution, le fait de ne pas permettre aux personnes qui exercent devant le tribunal du travail le recours prévu par l'article 8 de cette loi de bénéficier d'une réduction de l'amende au-dessous des minima légaux lorsque pour une même infraction, elles peuvent bénéficier, devant le tribunal correctionnel, de l'application de l'article 85 du Code pénal (arrêt n° 45/97 du 14 juillet 1997, Moniteur belge du 26 août 1997).

Par ailleurs, l'avant-projet est muet sur la manière dont sera mise en oeuvre cette interdiction de fréquenter les stades. Une telle interdiction implique en effet qu'un fichier reprenant toutes les personnes à qui cette sanction aurait été infligée soit établi et communiqué à tous les organisateurs des matches de football concernés. Mais comment ces organisateurs pourront-ils, à moins d'introduire une vérification généralisée de l'identité des personnes à l'entrée dans les stades de football, en contrôler le respect ?

Compte tenu des implications sur le respect de la vie privée qu'implique l'instauration d'un tel système, la loi ne peut s'abstenir d'en définir les modalités.

En outre, vu l'exigence du respect des droits de la défense qu'implique l'application de cette sanction, droits de la défense qui sont d'ailleurs respectés, à une exception près, par l'avant-projet (1), l'efficacité d'un

-
- (1) Ce cas est celui de l'article 34, § 4, de l'avant-projet qui prévoit que lorsque le contrevenant n'a pas de domicile ou de résidence principale en Belgique et qu'il accepte la perception immédiate de la somme de dix mille francs prévue au paragraphe 1er, le fonctionnaire peut décider de lui infliger "immédiatement" l'interdiction de stade administrative prévue à l'article 24. Cette décision serait exécutoire par provision nonobstant appel. Le sens de ce mot "immédiatement" est obscur. Si l'intention est, bien que le texte ne le précise pas expressément de déroger aux garanties procédurales prévues à l'article 26, et notamment celle qui donne à la personne poursuivie administrativement un délai d'un mois pour faire valoir ses moyens de défense, la disposition en est d'autant plus critiquable au regard de l'article 6 de la Convention.

.../...

tel système peut sérieusement être mise en doute. L'interdiction du stade ne frappera en effet les fauteurs de trouble qu'après le déroulement de la procédure et l'épuisement des voies de recours éventuels, ce qui pourrait prendre plusieurs mois. Particulièrement lorsqu'il s'agira de supporters n'ayant aucun domicile ou résidence principale en Belgique, venus assister à plusieurs matches internationaux en Belgique, cette interdiction ne pourra avoir aucun effet utile.

On observera enfin que seuls les fauteurs de trouble "léger" se verront interdire le stade, puisque l'avant-projet ne prévoit pas qu'une telle interdiction puisse être infligée à titre de peine par un juge pénal. Ainsi, par exemple, celui, qui plutôt que d'inciter les autres à porter des coups et blessures (article 23 de l'avant-projet) aura lui-même commis des actes de violence, ne pourra encourir une telle sanction.

Au regard de ces deux dernières considérations, on peut légitimement s'interroger si le système d'interdiction administrative de stade appliquée à titre de sanction, aux seules personnes poursuivies administrativement est raisonnablement justifié au regard des objectifs poursuivis.

Pour supprimer cette discrimination, il conviendrait de prévoir que l'interdiction de stade peut être prononcée à l'occasion de toute condamnation, qu'elle soit pénale ou administrative, pour infraction commise dans un stade de football. En outre, il est suggéré aux auteurs de l'avant-projet de conférer à cette interdiction le caractère d'une mesure de sûreté, laquelle pourrait être appliquée à

.../...

titre préventif, à toute personne, poursuivie pénalement ou administrativement, pour autant que la personne soit entendue préalablement et qu'elle soit jugée dans un délai raisonnable.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Observations générales de légistique

1. Il convient d'insérer un arrêté de présentation avant le dispositif. S'agissant d'un avant-projet qui contient également des dispositions pénales, celui-ci devra être présenté par le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Justice.

2. Un article ne se divise en paragraphes que lorsqu'au moins l'un de ceux-ci comprend plusieurs alinéas. Dans le cas contraire, la division en alinéas suffit. Il convient ainsi de supprimer la division en paragraphes des articles 2, 4, 9, 10, 14, 15, 16, 17, 21, 22, 25, 26, 28, 29, 31, 35, 41 et 43.

3. Il est d'usage d'écrire "Chapitre premier" et non "Chapitre I", ainsi que "Article 1er" au lieu de "Article premier".

.../...

4. La subdivision d'un alinéa, en vue de marquer une énumération, se fait par la numérotation "1°", "2°", etc. et non par l'emploi de tirets. La remarque vaut pour les articles 10 et 12.

Dispositif

Article 1er

L'article 31, qui prévoit qu'un appel peut être interjeté par voie de requête près le tribunal de police contre la décision administrative d'appliquer une sanction administrative, règle une matière visée à l'article 77, alinéa 1er, 9°, de la Constitution.

Article 2

Selon le commentaire de cet article, l'intention est d'imposer aux organisateurs de tout match de football, et pas seulement aux organisateurs de matches nationaux et internationaux au sens de l'article 4 de l'avant-projet, une obligation de moyen.

La formulation de cette obligation à l'article 2, § 1er, à savoir "prendre toutes les mesures de précaution possibles", a toutefois pour effet d'en faire pratiquement une obligation de résultat, puisque l'organisateur qui n'aurait pu empêcher une atteinte aux personnes ou aux biens devrait démontrer, pour échapper aux sanctions, que les seules mesures de précaution qu'il n'aurait pas prises pour

.../...

prévenir cette atteinte seraient celles qu'il lui était impossible de prendre. En d'autres termes, l'organisateur ne pourrait exciper que du cas fortuit ou de la force majeure.

Aussi convient-il de remplacer le mot "possibles" par le mot "nécessaires".

Par ailleurs, les mots "sans préjudice d'autres mesures fixées par ou en vertu de la loi auxquelles l'organisateur d'un match de football doit pourvoir et sans préjudice des mesures prises par les autorités compétentes" sont dépourvus de signification juridique et seront omis.

En ce qui concerne le paragraphe 2, le commentaire précise que cette disposition aura pour effet que les organisateurs qui ne respecteraient pas une des obligations qui leur seraient imposées par les "conventions" conclues avec "les services de secours et les autorités ou services administratifs ou policiers" seraient passibles des amendes administratives prévues à l'article 18 de l'avant-projet.

Ce commentaire ne correspond pas à l'usage au paragraphe 2 du mot "peut". Il ne correspond pas non plus à l'article 18 précité. En effet, les sanctions prévues par cette disposition sont uniquement applicables aux organisateurs de matches nationaux ou internationaux de football au sens de l'article 4 de l'avant-projet. Cette contradiction doit être levée.

.../...

Par ailleurs, il conviendrait également de préciser davantage, dans la loi elle-même, quelles sont les obligations mises à charge des organisateurs par les conventions qu'ils concluent avec les services de secours et avec les autorités ou services administratifs et policiers dans la mesure où le manquement à ces obligations contractuelles constitue, dans le chef des organisateurs de matches nationaux ou internationaux tenus de conclure une telle convention, une infraction administrative (article 5 de l'avant-projet).

Article 3

L'attention est attirée sur le fait que l'obligation que prévoit la disposition examinée n'est sanctionnée que dans le chef des organisateurs de matches nationaux ou internationaux de football au sens de l'article 4 (article 18 de l'avant-projet).

Article 4

Le paragraphe 2 (devenant l'alinéa 2) prévoit que les dispositions des articles 5 à 42 de l'avant-projet ne s'appliquent qu'aux matches de football auxquels participe au moins un club évoluant dans une des deux divisions supérieures. Cette précision rend inutile la définition figurant au paragraphe 1er, 1°, puisque les dispositions relatives au "matches nationaux de football" ne s'appliquent qu'aux matches visés au paragraphe 2.

.../...

Mieux vaudrait dès lors omettre les définitions figurant au 1° et au 2° et formuler l'alinéa 2 comme suit :

"Les articles 5 à 42 sont d'application pour :

- 1° les matches de football joués sur du gazon ou sur de la pelouse artificielle et auxquels participent deux équipes de onze joueurs de sexe masculin, dont une au moins évolue dans une des deux divisions nationales supérieures du championnat organisé par l'Union royale belge des sociétés de Football-Association, ci-après dénommés «matches nationaux de football»;
- 2° les matches de football joués sur du gazon ou sur de la pelouse artificielle et auxquels participent deux équipes de onze joueurs de sexe masculin, dont une au moins évolue dans un championnat étranger ou est représentative d'une nation étrangère, ci-après dénommés «matches internationaux de football».

Les matches destinés à une catégorie d'âge déterminée ne sont toutefois pas visés par les articles 5 à 42."

Dès lors que l'article 2 est d'application pour tout match de football, la notion d'organisateur (alinéa 1er, 3°) ne doit pas se limiter aux organisateurs des matches nationaux de football ou des matches internationaux de football.

.../...

Article 5

Cette disposition n'envisage pas l'hypothèse d'un club de football d'une division inférieure qui serait amené, en cours de saison, à recevoir dans ses installations un club de première ou de deuxième division.

Article 6

Il convient de préciser que les matches dont question sont des matches nationaux de football.

Cette observation vaut également pour les articles 7 et 12, et pour l'intitulé du titre II.

Article 7

De l'accord du fonctionnaire délégué, le mot "désignent" sera remplacé par le mot "engagent".

Article 8

Selon les fonctionnaires délégués, l'intention n'est pas de prévoir une procédure administrative d'agrément de tous les stewards, mais seulement d'exiger qu'ils soient titulaires d'un brevet délivré au terme d'une formation qui pourrait être confiée à la fédération de football. Mieux vaut dès lors omettre les mots "et d'accréditation".

.../...

Article 10

1. Les troisième et quatrième tirets, devenant les 3° et 4°, devraient être introduits par des verbes (par exemple, le verbe "prendre" au 3° et le verbe "assurer" au 4°).

Le texte néerlandais du 3° et du 4° doit être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Le paragraphe 1er (devenant l'alinéa 1er), dernier tiret (devenant le 5°) autorise, et même contraint les organisateurs de matches de football à installer des caméras de surveillance "dans les cas et selon les modalités arrêtées par le Roi".

Le droit de ne pas faire l'objet d'une surveillance par caméras, que les images soient enregistrées ou non, relève du droit au respect de la vie privée (1), qui est consacré tant par l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales que par l'article 22 de la Constitution.

Conformément à l'article 22 précité, il appartient au législateur, et non au Roi, de viser les cas et conditions dans lesquels les prises de vues seront effectuées ainsi que la destination de l'enregistrement.

(1) Voir à ce sujet De SCHUTTER, O., La vidéosurveillance et le droit au respect de la vie privée, Journal des Procès, 1996, n°s 296, 297 et 298.

3. Le paragraphe 2 habilite le Roi à arrêter des dispositions concrètes additionnelles en vue de garantir la sécurité des spectateurs et le déroulement paisible du match.

Une habilitation aussi large n'est pas admissible.

Article 11

Cet article fait double emploi avec l'article 10, § 1er, troisième tiret, qui impose aux organisateurs de garantir la sécurité du public et des services d'intervention par "la mise en oeuvre concrète du règlement d'ordre intérieur". L'article 11 doit être omis.

Article 12

La portée des "obligations" prévues à cet article est peu claire.

D'une part, on ne saurait déduire avec certitude des dispositions de l'avant-projet si ces "obligations" imposées aux fédérations sportives coordinatrices sont également passibles des sanctions visées à l'article 24.

Si telle est l'intention, les obligations sont définies de manière bien trop imprécise pour pouvoir répondre à l'exigence de la légalité des incriminations.

.../...

Au surplus, on comprend mal le sens de cette disposition.

Comment, par exemple, la fédération pourrait-elle développer des initiatives (deuxième tiret, devenant le 2°), à la participation active desquelles elle devrait toutefois rester étrangère si ces initiatives pourraient être réalisées sans elle de manière uniforme ?

Du reste, on ne voit pas pourquoi une fédération aurait besoin d'une telle disposition pour prendre ces initiatives. Si on entend lui en imposer, il faut les définir de manière plus précise.

Article 14

De l'accord du fonctionnaire délégué, le mot "requérir" sera remplacé par le mot "demander".

Le texte néerlandais du paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, doit être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 15

Dans le texte français du paragraphe 4 (devenant l'alinéa 4), on remplacera les mots "qui ne lui sont pas accessibles" par les mots "qui lui sont interdites".

.../...

Le texte néerlandais du paragraphe 4, devenant l'alinéa 4, doit être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 21

Au paragraphe 2, 2°, on remplacera les mots "sauf disposition légale, ordre de l'autorité ou autre permission expresse et préalable faisant apparaître la licéité" qui constituent des tautologies et qui risquent de susciter des difficultés d'interprétation, par les mots "ou sans motif légitime".

La même observation vaut mutatis mutandis pour l'article 22, § 1er.

2. Au même paragraphe 2, 2°, il y a lieu de préciser ce qu'il faut entendre par "certaines" zones.

Article 22

Aux paragraphes 1er et 2, il y a lieu de remplacer respectivement les mots "inaccessible" et "inaccessibles" par les mots "interdit" et "interdits".

.../...

Article 26

Au paragraphe 2, 2°, le mot "explicitement" est, en l'espèce, dépourvu de signification juridique et sera omis.

Le paragraphe 3 est contraire à l'article 32 de la Constitution qui réserve au législateur le pouvoir de déterminer les cas et les conditions dans lesquelles chacun a le droit de consulter chaque document administratif et de s'en faire remettre copie.

On perçoit mal du reste ce qui pourrait justifier en l'espèce que cette remise de copies puisse être soumise à d'autres modalités que celles définies par la loi du 11 avril 1994 relative à la publicité de l'administration.

Article 28

Au paragraphe 1er, il y a lieu de remplacer le mot "présentation" par le mot "notification".

Au paragraphe 2, on écrira plus simplement :

"§ 2 L'appel est suspensif.".

.../...

Article 30

1. Dans l'intitulé du chapitre III et au début de l'article 30, il y a lieu de remplacer respectivement les mots "Communication de la décision" et "La décision est communiquée ..." par les mots "Notification de la décision" et "La décision est notifiée ...".

Article 32

Le chapitre V, devrait s'intituler "Prescription" au lieu d'"Extinction". En effet, le commentaire des articles précise que l'article 32 "règle un délai de prescription pour les infractions administratives".

Article 34

Selon le commentaire, cet article serait inspiré de l'article 65 des lois coordonnées relatives à la police de la circulation routière.

Le régime prévu par cette dernière disposition est toutefois singulièrement différent. Il prévoit que la perception immédiate est effectuée par l'agent qui constate l'infraction, qu'en cas de désaccord du contrevenant, cet agent peut exiger la consignation d'une somme et que jusqu'au paiement de cette somme, le véhicule du contrevenant peut être retenu.

.../...

Dans l'avant-projet, la proposition de perception immédiate serait effectuée par le fonctionnaire visée à l'article 26, soit celui qui serait désigné par le Roi pour infliger des sanctions administratives. On ne perçoit pas comment il pourrait pratiquement percevoir immédiatement cette somme.

Concernant le paragraphe 4, il est renvoyé à l'observation générale n° IV.

Article 37

Cet article devrait être déplacé sous l'article 29.

Article 40

Dans le texte français, on remplacera le mot "particulière" par le mot "spéciale".

Article 41

Cette disposition prévoit la possibilité d'infliger une "interdiction de stade judiciaire" en cas d'infraction aux articles 38 et 39 de l'avant-projet, qui concernent le "marché noir" des titres d'accès à un match de football.

On n'aperçoit pas pourquoi cette sanction ne s'appliquerait pas à d'autres infractions prévues par l'avant-projet de loi.

.../...

Observations finales

Du point de vue de la correction de la langue, le texte néerlandais du projet est, dans son ensemble, mal rédigé. Le texte néerlandais du projet doit être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

ALGEMENE OPMERKINGEN

I. De artikelen 18 en 24 van het voorontwerp van wet voeren administratieve geldboeten in voor het geval dat bepaalde verplichtingen niet worden nagekomen.

1. Krachtens artikel 18 kan een administratieve geldboete van twintigduizend frank tot tien miljoen frank worden opgelegd aan de organisator van een nationale of internationale voetbalwedstrijd die zich niet houdt aan de verplichtingen voorgeschreven door titel I van het voorontwerp van wet, namelijk :

- 1° de inspanningsverbintenis die erin bestaat "alle mogelijke voorzorgsmaatregelen te nemen om schade aan personen en goederen te voorkomen, daaronder begrepen alle mogelijke praktische maatregelen tot voorkoming van wangedrag door de toeschouwers" (artikel 2);
- 2° de verplichting om alleen "gebruik (te maken) van stadions of delen van stadions die aan de door de Koning bepaalde veiligheidsnormen voldoen" (artikel 3);
- 3° de verplichting om "met de hulpdiensten en de bestuurlijke en politieke overheden of diensten" jaarlijks een overeenkomst te sluiten (artikel 5);
- 4° de verplichting om "een behoorlijk gemandateerde" veiligheidsfunctionaris aan te wijzen (artikel 6);

.../...

- 5° de verplichting om stewards aan te stellen (artikel 7);
- 6° de verplichting om een lokale adviesraad voor de veiligheid bij voetbalwedstrijden op te richten (artikel 9);
- 7° de verplichting om "alle toeschouwers een reglement van inwendige orde op te leggen", om daarin "een regeling van burgerrechtelijke uitsluiting en een regeling inzake afgifte van voorwerpen" op te nemen, om "maatregelen van actieve en passieve veiligheid (te nemen) die de veiligheid van het publiek en de interventiediensten beogen", om voor "het ticketbeheer" te zorgen en om "bewakings-camera's" te installeren (artikel 10);
- 8° de verplichting om de naleving van het huishoudelijk reglement te controleren (artikel 11).

2. Krachtens artikel 24 kan een administratieve geldboete van tienduizend tot tweehonderdduizend frank worden opgelegd en een administratief stadionverbod voor een tijdvak van drie maanden tot vijf jaar in geval van niet-naleving van de verbodsbepalingen van de artikelen 20 tot 23 van het voorontwerp van wet, namelijk :

- 1° het verbod om voorwerpen te gooien (artikel 20);
- 2° het verbod om het stadion onrechtmatig te betreden (artikel 21);

.../...

- 3° het verbod om een niet voor het publiek toegankelijke plaats te betreden (artikel 22);
- 4° het verbod om het verloop van een wedstrijd te verstoren door het aanzetten tot slagen en verwondingen of door het aanzetten tot haat of woede ten opzichte van een of meer personen die zich in het stadion bevinden (artikel 23).

3. De volgende administratieve procedure wordt in het vooruitzicht gesteld :

- 1° van de bevindingen wordt proces-verbaal opgemaakt door een politieambtenaar of, voor de feiten bedoeld in artikel 18 van het voorontwerp, door een daartoe door de Koning aangewezen ambtenaar (artikel 25, § 1);
- 2° een afschrift van het proces-verbaal wordt gestuurd aan de Procureur des Konings en aan de door de Koning aangewezen ambtenaar die bevoegd is om de administratieve sanctie op te leggen (artikel 25, § 2);
- 3° bij overtreding van de artikelen 20 tot 23 beschikt de Procureur des Konings over een termijn van een maand, vanaf de dag van ontvangst van het afschrift van het proces-verbaal, om de door de Koning aangewezen ambtenaar ervan op de hoogte te brengen dat een strafrechtelijke vervolging is ingesteld of dat een opsporingsonderzoek of een gerechtelijk onderzoek is begonnen (artikel 35, § 1); die mededeling heeft tot gevolg dat

.../...

de door de Koning aangewezen ambtenaar geen administratieve sanctie meer kan opleggen (artikel 35, § 2), maar verbiedt hem niet een administratieve procedure aan te spannen (artikel 35, § 3); zodra die termijn van een maand verstreken is, kan de Procureur des Konings geen strafvordering meer instellen voor de feiten bedoeld in artikel 24 (artikel 36);

- 4° als de door de Koning aangewezen ambtenaar beslist dat er grond bestaat om een administratieve procedure in te stellen, bezorgt hij de overtreder binnen een termijn van drie jaar, te rekenen vanaf de dag waarop het feit is gepleegd (artikel 32) een afschrift van het proces-verbaal, een brief waarin hij de feiten uiteenzet in verband waarmee een procedure wordt ingesteld en waarin hij de overtreder ervan op de hoogte brengt dat hij zijn verweermiddelen binnen een termijn van een maand schriftelijk kan uiteenzetten, kan vragen gehoord te worden, door een raadsman te worden bijgestaan en van zijn dossier inzage te krijgen (artikel 26, § 2);
- 5° de door de Koning aangewezen ambtenaar kan de overtreder een administratieve sanctie opleggen op basis van de artikelen 18 en 24 van het voorontwerp (de artikelen 26, § 1, en 27); de beslissing moet gemotiveerd worden en de sanctie moet evenredig zijn aan de ernst van de feiten (artikel 29, §§ 1 en 2);

.../...

- 6° de overtreder kan bij wege van een verzoekschrift binnen een maand na het meedelen van de beslissing, bij de politierechtbank hoger beroep instellen tegen de beslissing waarbij hem een administratieve sanctie wordt opgelegd (artikel 31, § 1); het hoger beroep schorst de uitvoering van de beslissing (artikel 28, § 2);
- 7° tegen de beslissing van de politierechtbank kan geen hoger beroep worden ingesteld (artikel 31, § 2);
- 8° er is voorzien in een specifieke procedure voor het geval dat de in artikel 24 van het voorontwerp bedoelde feiten zijn begaan door een overtreder die in België geen woonplaats of een hoofdverblijf heeft (artikel 33) : met instemming van de overtreder kan onmiddellijk een bedrag van tienduizend frank geïnd worden (artikel 34, § 1); de onmiddellijke betaling van het bedrag doet de mogelijkheid vervallen om de overtreder voor het bewuste feit een administratieve geldboete op te leggen (artikel 34, § 4, eerste lid); de door de Koning aangewezen ambtenaar kan in elk geval onmiddellijk een administratief stadionverbod opleggen bij een beslissing die "uitvoerbaar (is) bij voorraad, niet-tegenstaande hoger beroep" (artikel 34, § 4, tweede lid); ook als de administratieve geldboete onmiddellijk is geïnd, kan de Procureur des Konings nog strafvervolgung instellen (artikel 34, § 5).

.../...

2. Die sancties worden als "administratieve sancties" bestempeld omdat zij in eerste instantie niet door een rechtbank van de rechterlijke orde zullen worden uitgesproken, maar door een ambtenaar aangewezen door de Koning.

Er behoort te worden nagegaan of die sancties niet van strafrechtelijke aard zijn in de zin van artikel 6 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in welk geval zij alleen kunnen worden uitgesproken als de door die bepaling voorgeschreven garanties worden geboden.

Uit de arresten Oztürk (1) en Lutz (2) van het Europese Hof voor de rechten van de mens vloeit voort dat verscheidene criteria in aanmerking moeten worden genomen bij de beoordeling of voor administratieve sancties de garanties gelden die door het voormelde artikel 6 geboden worden in geval van "strafvervolgning" : het criterium van de aard van het strafbare feit en dat van de aard en de omvang van de straf die aan de betrokkene kan worden opgelegd (3). In het arrest Lutz heeft het Hof het volgende opgemerkt :

(1) Arrest van 21 februari 1984, reeks A, nr. 73.

(2) Arrest van 25 augustus 1987, reeks A, nr. 123.

(3) In dat verband, lees inzonderheid, J. VELU en R. ERGEC, "La Convention européenne des droits de l'homme" in Rép. prat. dr. belge, anv. VII, Bruylant, 1990, nrs. 445 en 447; A. DE NAUW, Les métamorphoses administratives du droit pénal de l'entreprise, Mys & Breesch, 1994, blz. 58 e.v.

"... pour que l'article 6 s'applique au titre des mots "accusation en matière pénale", il suffit que l'infraction en cause soit, par nature, "pénale" au regard de la Convention ... ou ait exposé l'intéressé à une sanction qui, par sa nature et son degré de gravité, ressortit en général à la "matière pénale".".

Bij de beoordeling of een strafbaar feit uit de aard der zaak van strafrechtelijke aard is, moet eerst worden nagegaan op wie de geschonden rechtsregel betrekking heeft : betreft het een rechtsregel die het publiek in het algemeen aanbelangt, of integendeel een rechtsregel die slechts voor een bepaalde groep van personen met een bijzondere rechtspositie geldt ? Zo ja, dan is de sanctie van strafrechtelijke aard indien ze repressief is, indien ze de dader van het strafbare feit beoogt te straffen. In dat geval kunnen volgens de arresten Oztürk en Lutz de omstandigheid dat het strafbare feit een bepaalde graad van ernst niet vertoont en de relatieve geringheid van de sanctie aan dat strafbare feit zijn intrinsieke strafrechtelijk karakter niet ontnemen.

Zoals J. Velu en R. Ergec opmerken, wordt het criterium van de graad van ernst van de sanctie vooral in aanmerking genomen om in het kader van de gedragingen binnen

.../...

een bepaalde maatschappelijke kring het tuchtrechtelijke aspect te onderscheiden van het strafrechtelijke aspect (1) (2).

De in artikel 18 bepaalde geldboeten worden opgelegd aan de organisatoren van nationale en internationale voetbalwedstrijden.

Ze zijn dan ook bedoeld voor een welbepaalde groep personen die zich ten opzichte van het bestuur in een bijzondere situatie bevinden. Ook al bepaalt artikel 29, § 2, dat de sanctie evenredig dient te zijn met de ernst van de feiten die er ten grondslag aan liggen en rekening dient te houden met een eventuele herhaling, moet erop worden gewezen dat met die sanctie zeer hoge bedragen gemoeid kunnen zijn, zodat moeilijk kan worden betwist dat ze penaal en repressief is.

(1) Op. cit., nr. 445.

(2) Zie in die zin advies L. 23.417/2, gegeven op 18 januari 1995 over een voorontwerp van ordonnantie "inzake de taxidiensten en de verhuurdiensten van voertuigen met chauffeur", Gedr. St. Brusselse Hoofdstedelijke Raad, gewone zitting 1994-1995, A-368/1-94/95, blz. 47-49; en advies L. 25.252/2/9, gegeven op 28 juni 1996 (negende kamer), op 1 juli 1996 (negende kamer) en op 2 juli 1996 (tweede kamer) over een voorontwerp van programmadecreet "portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et l'audiovisuel", Gedr. St. Franse Gemeenschapsraad, 1995-1996, nr. 96-1, blz. 45-46.

De in artikel 24 bepaalde sancties worden opgelegd voor bepaalde gedragingen van de toeschouwers van een voetbalwedstrijd. Ze zijn dan ook bedoeld voor het publiek in het algemeen en hebben een repressieve bedoeling. Het lijdt dan ook geen twijfel dat ze van strafrechtelijke aard zijn in de zin van artikel 6 van het Europees Verdrag.

Bijgevolg dient te worden nagegaan of de procedure de in die bepaling voorgeschreven garanties biedt.

In dat verband blijkt uit het voorontwerp dat de administratieve procedure de rechten van verdediging waarborgt (artikel 26) en dat de personen die een straf opgelegd krijgen bij een rechtbank van de rechterlijke orde, namelijk de politierechtbank, een schorsend beroep kunnen instellen. De beslissing tot het opleggen van een sanctie is pas uitvoerbaar na het verstrijken van de termijn waarbinnen het beroep kan worden ingesteld (artikel 28). De artikelen 35 en 36 geven concrete uitvoering aan het beginsel non bis in idem.

II. Aangezien de administratieve sancties die in punt I ter sprake zijn gekomen, van strafrechtelijke aard zijn in de zin van artikel 6 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, is daarop het beginsel van de wettelijkheid van de straffen van toepassing (1).

(1) Vgl. in die zin Arbitragehof, arrest nr. 72/92 van 18 november 1992, Belgisch Staatsblad van 16 januari 1993, punt B.2.2.

Dat beginsel vereist niet alleen dat de strafbare gedragingen nauwkeurig worden bepaald, maar tevens dat de sancties trapsgewijs worden vastgesteld. Het onderzochte voorontwerp voldoet niet aan dat tweevoudige vereiste.

De straffen waarin artikel 18 voorziet, variëren immers van twintigduizend frank tot tien miljoen frank en kunnen worden opgelegd voor iedere tekortkoming van de organisatoren aan hun verplichtingen, die in sommige gevallen in zeer algemene bewoordingen zijn gesteld (1).

Dezelfde kritiek kan worden geuit op artikel 24, dat bepaalt dat een straf kan worden opgelegd die kan variëren tussen tienduizend en tweehonderdduizend frank.

III. Het Arbitragehof heeft in dit verband als volgt geoordeeld :

"Wanneer de wetgever oordeelt dat sommige tekortkomingen in wettelijke verplichtingen beteugeld moeten worden, dan behoort het tot zijn beoordelingsbevoegdheid te beslissen of het opportuun is om voor strafsancties of voor administratieve sancties te opteren. De keuze van de ene of de andere categorie van sancties kan niet worden geacht op zich een discriminatie in te voeren.

Wanneer eenzelfde tekortkoming in wettelijke verplichtingen het voorwerp uitmaakt, nu eens van strafsancties, dan weer van administratieve sancties, dan is het verschil in behandeling dat daaruit zou

(1) Zie bijvoorbeeld artikel 10, § 1, derde streepje, van het voorontwerp, dat bepaalt dat de organisatoren "maatregelen van actieve en passieve veiligheid (moeten nemen) die de veiligheid van het publiek ... beogen ...".

kunnen voortvloeien slechts toelaatbaar indien het in redelijkheid is verantwoord." (1).

Een aantal strafbare feiten waarvan sprake in de artikelen 20 tot 23 van het voorontwerp zijn tevens strafbare feiten in strafrechtelijke zin. Dat is bijvoorbeeld het geval met :

- 1° het gooien van voorwerpen (artikel 20), dat een strafbaar feit van de eerste (2), de derde (3) en de vierde klasse is (4) (5);

-
- (1) Arrest nr. 40/97 van 14 juli 1997, Belgisch Staatsblad van 21 augustus 1997, punten B.2. en B.3.1.
- (2) Artikel 552, 5°, van het Strafwetboek : "Met geldboete van een frank tot tien frank worden eveneens gestraft : (...) 5° zij die op onvoorzichtige wijze enig voorwerp op iemand werpen, dat hem kan hinderen of bevuilen".
- (3) Artikel 559, 1° en 3°, van het Strafwetboek : "Met geldboete van tien frank tot twintig frank worden gestraft : 1° zij die, buiten de gevallen omschreven in boek II, titel IX, hoofdstuk III, van dit wetboek, andermans roerende eigendommen opzettelijk beschadigen of vernielen; (...) 3° zij die door onvoorzichtigheid of gebrek aan voorzorg onopzettelijk dezelfde schade veroorzaken door het behandelen of gebruiken van wapens of door het werpen van harde lichamen of van om het even welke stoffen".
- (4) Artikel 563, 3°, van het Strafwetboek : "Met geldboete van vijftien frank tot vijfentwintig frank en met gevangenisstraf van een dag tot zeven dagen of met een van die straffen alleen worden gestraft : (...) 3° daders van feitelijkeheden of lichte gewelddaden, mits zij niemand gewond of geslagen hebben en mits de feitelijkeheden niet tot de klasse van de beledigingen behoren; in het bijzonder zij die opzettelijk, doch zonder het oogmerk om te beledigen, enig voorwerp op iemand werpen dat hem kan hinderen of bevuilen".
- (5) Wanneer verzachtende omstandigheden aanwezig zijn, kunnen de geldboeten tot beneden vijf frank verminderd worden, zonder dat ze ooit lager mogen zijn dan een frank (artikel 566 van het Strafwetboek).

- 2° het aanzetten tot slagen en verwondingen, en het aanzetten tot haat of woede ten opzichte van een of meer personen die zich in het stadion bevinden (artikel 23), hetgeen een strafbaar feit vormt in de zin van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden (1).

De administratieve geldboete bepaald in artikel 24 kan oplopen tot bedragen die buiten verhouding staan tot de geldboeten die aan overtreders kunnen worden opgelegd wanneer zij voor dezelfde feiten strafrechtelijk vervolgd worden.

Bovendien kan alleen aan hen die een administratieve geldboete hebben opgelopen verboden worden om nog in voetbalstadions (2) te komen, aangezien het Strafwetboek dat verbod niet oplegt als bijkomende straf.

In het voorontwerp wordt ten slotte niet bepaald dat de politierechtbank, die uitspraak doet over een beroep ingesteld tegen een beslissing van de door de Koning aangewezen ambtenaar, rekening mag houden met verzachtende

(1) Zie artikel 1 van de wet van 30 juli 1981, dat stelt dat met gevangenisstraf van een maand tot een jaar en met geldboete van vijftig frank tot duizend frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft hij die (...) aanzet tot discriminatie, haat of geweld jegens een persoon of een groep personen wegens hun ras, hun huidskleur, hun afkomst of hun nationale of etnische afstamming. Artikel 85 van het Strafwetboek is van toepassing op de strafbare feiten genoemd in die wet.

(2) Zie ook de algemene opmerking IV.

omstandigheden teneinde een strafmaat te bepalen die lager is dan het wettelijke minimum (1).

Zulke verschillen in behandeling kunnen bezwaarlijk gerechtvaardigd worden in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

IV. Wat betreft het administratieve stadionverbod doet het voorontwerp andere vragen rijzen.

In de eerste plaats geeft het voorontwerp niet duidelijk aan of het verbod voor alle voetbalstadions geldt, of uitsluitend voor de stadions waar een internationale wedstrijd plaatsvindt of een wedstrijd waarbij twee ploegen het tegen elkaar opnemen waarvan minstens een van beide tot de hoogste twee afdelingen behoort.

In het voorontwerp wordt niets bepaald over de wijze waarop dat verbod om de stadions te betreden zal worden toegepast. Zulk een verbod veronderstelt immers de aanleg van een bestand waarin alle personen worden vermeld die deze sanctie hebben opgelopen en dat kan worden

(1) Toen het Arbitragehof uitspraak deed inzake een prejudiciële vraag over de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten, heeft het geoordeeld dat de artikelen 10 en 11 van de Grondwet geschonden worden wanneer personen die bij de arbeidsrechtbank het beroep instellen waarin artikel 8 van die wet voorziet, niet de mogelijkheid wordt geboden om een verlaging van de boete tot onder de wettelijke minima te genieten wanneer zij, voor eenzelfde strafbaar feit, voor de correctionele rechtbank de toepassing van artikel 85 van het Strafwetboek kunnen genieten (arrest nr. 45/97 van 14 juli 1997, Belgisch Staatsblad van 26 augustus 1997).

geraadpleegd door alle betrokken organisatoren van voetbalwedstrijden. Hoe kunnen die organisatoren echter zorgen voor de naleving ervan, tenzij door het invoeren van een algemene controle van de identiteit van de personen aan de ingang van de voetbalstadions ?

Gelet op de gevolgen van de invoering van zulk een systeem voor de eerbiediging van het privé-leven, mag de wetgever niet nalaten er de nadere regels van te bepalen.

Bovendien kan vanwege de voor de toepassing van die sanctie vereiste naleving van de rechten van verdediging, welke rechten trouwens op één uitzondering na in het voorontwerp worden geëerbiedigd (1), ernstig getwijfeld worden aan de doeltreffendheid van zulk een regeling. Pas na afloop van de procedure en nadat mogelijke rechtsmiddelen beproefd zijn, hetgeen verschillende maanden kan duren, krijgen de onruststokers een stadionverbod opgelegd. Dit verbod zal misschien geen enkel nuttig effect hebben,

-
- (1) Het betreft hier artikel 34, § 4, van het voorontwerp, waarin wordt gesteld dat wanneer de overtreder geen woonplaats of hoofdverblijfplaats in België heeft en instemt met de onmiddellijke inning van de in paragraaf 1 bepaalde som van tienduizend frank, de ambtenaar kan beslissen hem "onmiddellijk" het administratieve stadionverbod op te leggen bepaald in artikel 24. Deze beslissing zou dan bij voorraad uitvoerbaar zijn, niettegenstaande hoger beroep. De betekenis van dat woord "onmiddellijk" is onduidelijk. Als het de bedoeling is, al wordt dit in de tekst niet uitdrukkelijk gesteld, dat wordt afgeweken van de procedurele waarborgen bepaald in artikel 26, en meer in het bijzonder die waarbij de administratief vervolgte persoon een maand de tijd krijgt om zijn verweermiddelen te doen gelden, is de bepaling in het licht van artikel 6 van de Overeenkomst des te meer voor kritiek vatbaar.

inzonderheid wanneer het om supporters gaat die geen woonplaats of hoofdverblijfplaats in België hebben en die in België verschillende internationale wedstrijden zijn komen bijwonen.

Tenslotte dient erop te worden gewezen dat uitsluitend aanstichters van "lichte" ongeregeldheden een stadionverbod zullen oplopen, daar het voorontwerp niet bepaalt dat zulk een verbod door een rechter in strafzaken bij wijze van straf kan worden uitgesproken. Zo zal bijvoorbeeld hij die niet heeft aangezet tot het toebrengen van slagen en verwondingen (artikel 23 van het voorontwerp), maar zelf geweld heeft gepleegd, zulk een sanctie ontlopen.

Gelet op de laatste twee overwegingen, rijst terecht de vraag of het systeem dat uitsluitend ten aanzien van de administratief vervolgte personen bij wijze van sanctie voorziet in een administratief stadionverbod, redelijkerwijs verdedigbaar is in het licht van de nagestreefde doeleinden.

Teneinde dat onderscheid in behandeling te verhelpen, dient te worden bepaald dat het stadionverbod kan worden uitgesproken naar aanleiding van elke veroordeling voor een strafbaar feit begaan in een voetbalstadion, ongeacht of die veroordeling van strafrechtelijke dan wel van administratieve aard is. Bovendien wordt aan de stellers van het voorontwerp voorgesteld om aan dat verbod

.../...

het kenmerk van een veiligheidsmaatregel te verlenen, die preventief kan worden toegepast op eenieder die strafrechtelijk of administratief wordt vervolgd, voor zover die persoon voorafgaandelijk wordt gehoord en binnen een redelijke termijn uitspraak wordt gedaan.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Algemene wetgevingstechnische opmerkingen

1. Er behoort een indieningsbesluit te worden ingevoegd vóór het dispositief. Aangezien het om een voorontwerp gaat dat ook strafbepalingen bevat, dient dat besluit te worden voorgedragen door de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Justitie.

2. Een artikel wordt uitsluitend onderverdeeld in paragrafen wanneer ten minste een ervan uit verschillende leden bestaat. Anders volstaat een indeling in leden. De indeling in paragrafen van de artikelen 2, 4, 9, 10, 14, 15, 16, 17, 21, 22, 25, 26, 28, 29, 31, 35, 41 en 43 moet derhalve achterwege worden gelaten.

3. In de Franse tekst is het gebruikelijk te schrijven "Chapitre premier" en niet "Chapitre I", alsook "Article 1er" in plaats van "Article premier".

.../...

4. De onderverdeling van een lid, in het kader van een opsomming, geschiedt door middel van de nummering "1°", "2°", enz. en niet door het gebruik van streepjes. De opmerking geldt voor de artikelen 10 en 12.

Bepalend gedeelte

Artikel 1

Artikel 31, dat stelt dat hoger beroep kan worden aangetekend, bij wege van een verzoekschrift bij de politierechtbank, tegen de administratieve beslissing om een administratieve sanctie op te leggen, regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77, eerste lid, 9°, van de Grondwet.

Artikel 2

Uit de toelichting bij dat artikel blijkt dat het de bedoeling is de organisatoren van iedere voetbalwedstrijd, dus niet uitsluitend de organisatoren van nationale en internationale wedstrijden, genoemd in artikel 4 van het voorontwerp, een inspanningsverbintenis op te leggen.

De wijze waarop die verplichting in artikel 2, § 1, wordt geformuleerd, namelijk "alle mogelijke voorzorgsmaatregelen te nemen", heeft echter tot gevolg dat die verplichting bijna tot een resultaatsverbintenis wordt

.../...

gemaakt, aangezien de organisator die er niet in zou zijn geslaagd om schade aan personen en goederen te voorkomen, om aan de sancties te ontkomen het bewijs zou moeten leveren dat de enige voorzorgsmaatregelen die hij niet zou hebben getroffen om die schade te voorkomen, die zijn welke hij onmogelijk kon treffen. Met andere woorden, de organisator zou zich enkel op toeval of overmacht kunnen beroepen.

Het woord "mogelijke" behoort dan ook te worden vervangen door het woord "noodzakelijke".

De woorden "onverminderd de door of krachtens de wet nader bepaalde maatregelen te treffen door de organisator van een voetbalwedstrijd en onverminderd de door de bevoegde overheden genomen maatregelen" hebben overigens geen enkele juridische betekenis en dienen te vervallen.

Wat de tweede paragraaf betreft, wordt in de toelichting gesteld dat die bepaling tot gevolg zal hebben dat de organisatoren die een van de verplichtingen niet zouden nakomen die hun zouden zijn opgelegd krachtens de "overeenkomsten" aangegaan met "de hulpdiensten en de bestuurlijke en politieke overheden of diensten", de administratieve geldboetes gesteld in artikel 18 van het voorontwerp opgelegd zouden kunnen krijgen.

Die toelichting stemt niet overeen met het gebruik van het woord "kan" in paragraaf 2. Ze stemt ook niet overeen met het voornoemde artikel 18. De sancties die door deze bepaling worden vastgesteld, zijn namelijk uitsluitend van toepassing op de organisatoren van nationale of

.../...

internationale voetbalwedstrijden, in de zin van artikel 4 van het voorontwerp. Deze tegenstelling behoort te worden opgeheven.

Bovendien zou in de wet zelf eveneens duidelijker moeten worden gesteld welke verplichtingen op de organisatoren rusten krachtens de overeenkomsten die zij afsluiten met de hulpdiensten en de bestuurlijke en politieke overheden of diensten, in zoverre niet-naleving van die bij overeenkomst bepaalde verplichtingen door de organisatoren van nationale of internationale wedstrijden die zulk een overeenkomst dienen af te sluiten, een feit is waarop een administratieve sanctie staat (artikel 5 van het voorontwerp).

Artikel 3

Er wordt op gewezen dat de verplichting waarin door de onderzochte bepaling wordt voorzien uitsluitend geldt ten aanzien van de organisatoren van nationale of internationale voetbalwedstrijden in de zin van artikel 4 (artikel 18 van het voorontwerp).

Artikel 4

Paragraaf 2 (die het tweede lid wordt) stelt dat de bepalingen van de artikelen 5 tot 42 van het voorontwerp alleen gelden voor voetbalwedstrijden waaraan minstens één

.../...

club deelneemt die speelt in één van de twee hoogste afdelingen. Door deze bepaling wordt de definitie uit paragraaf 1, 1°, zinloos, aangezien de bepalingen omtrent de "nationale voetbalwedstrijden" alleen gelden voor de in paragraaf 2 bedoelde wedstrijden.

Het zou dan ook verkieslijk zijn de definities onder 1° en 2° weg te laten en het tweede lid te redigeren als volgt :

"De artikelen 5 tot 42 gelden voor :

- 1° de voetbalwedstrijden die gespeeld worden op een grasveld of op een kunstgrasveld met twee ploegen van elf mannelijke spelers, waarvan minstens een ploeg speelt in een van de twee hoogste nationale afdelingen uit het kampioenschap georganiseerd door de Koninklijke Belgische Voetbalbond, hierna te noemen "nationale voetbalwedstrijden";
- 2° de voetbalwedstrijden die gespeeld worden op een grasveld of op een kunstgrasveld met twee ploegen van elf mannelijke spelers, waarvan minstens een ploeg speelt in een buitenlands kampioenschap of een vreemde natie vertegenwoordigt, hierna te noemen "internationale voetbalwedstrijden".

De artikelen 5 tot 42 zijn evenwel niet van toepassing op de wedstrijden bestemd voor een bepaalde leeftijdscategorie."

.../...

Aangezien artikel 2 van toepassing is op alle voetbalwedstrijden, mag de notie organisator (eerste lid, 3°) niet beperkt zijn tot de organisatoren van nationale voetbalwedstrijden of internationale voetbalwedstrijden.

Artikel 5

In deze bepaling wordt geen rekening gehouden met het geval dat een voetbalclub van een lagere afdeling in de loop van het seizoen als gastheer zou moeten optreden voor een club van eerste of van tweede afdeling.

Artikel 6

Er behoort te worden verduidelijkt dat de voetbalwedstrijden waarvan sprake is nationale voetbalwedstrijden zijn.

Die opmerking geldt eveneens voor de artikelen 7 en 12 en voor het opschrift van titel II.

Artikel 7

De woorden "stellen ... aan" behoren vervangen te worden door de woorden "nemen ... in dienst". De gemachtigde ambtenaar is het hiermee eens.

.../...

Artikel 8

Volgens de gemachtigde ambtenaren is het niet de bedoeling te voorzien in een administratieve procedure voor de erkenning van alle stewards, maar alleen als vereiste te stellen dat die stewards houder moeten zijn van een brevet dat uitgereikt wordt na een opleiding waarmee de voetbalbond zou kunnen worden belast. Het is dan ook verkieslijk de woorden "en accreditering" te laten vervallen.

Artikel 10

1. In de Franse tekst zouden het derde en het vierde streepje, die onderdeel 3° en onderdeel 4° worden, moeten beginnen met een werkwoord (bijvoorbeeld onderdeel 3° met het werkwoord "prendre" en onderdeel 4° met het werkwoord "assurer").

De Nederlandse tekst van onderdeel 3° en onderdeel 4° zou aldus gesteld moeten worden :

- "3° het treffen van maatregelen van ... beogen door het beheersen van de stroom van ... toeschouwers, het scheiden van rivaliserende toeschouwers en het concreet toepassen van het huishoudelijk reglement;
- 4° het beheren van de tickets, waaronder ... begrepen is : het aanmaken ..., de controle op de toegang, de controle op de geldigheid en de controle op het regelmatig onder zich hebben van toegangsbewijzen;"

.../...

2. In paragraaf 1 (die het eerste lid wordt), laatste streepje (dat onderdeel 5° wordt), worden de organisatoren van voetbalwedstrijden gemachtigd, en zelfs gedwongen, bewakingscamera's te installeren "in de gevallen en volgens de modaliteiten die de Koning bepaalt".

Het recht om niet te worden bewaakt door camera's, ongeacht of er al dan niet beelden worden opgenomen, behoort tot het domein van het recht op eerbiediging van het privéleven (1), dat zowel in artikel 8 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden als in artikel 22 van de Grondwet vastgelegd is.

Overeenkomstig het voormelde artikel 22 staat het aan de wetgever, en niet aan de Koning, te bepalen in welke gevallen en onder welke voorwaarden beeldopnamen mogen worden gemaakt en wat de bestemming van de opname is.

3. In paragraaf 2 wordt de Koning gemachtigd om aanvullende concrete regels uit te vaardigen om de veiligheid van de toeschouwers en het vreedzame verloop van de wedstrijd te garanderen.

Een machtiging die zo ruim is, is niet toelaatbaar.

(1) Zie in dit verband O. DE SCHUTTER, "La vidéosurveillance et le droit au respect de la vie privée", Journal des Procès, 1996, nrs. 296, 297 en 298.

Artikel 11

Dit artikel overlapt artikel 10, § 1, derde streepje, waarin de organisatoren verplicht worden om de veiligheid van het publiek en de interventiediensten te verzekeren door "de concrete tenuitvoerlegging van het reglement van inwendige orde". Artikel 11 behoort te vervallen.

Artikel 12

De strekking van de "verplichtingen" waarin dit artikel voorziet, is weinig duidelijk.

Enerzijds kan uit de bepalingen van het voorontwerp niet met zekerheid worden afgeleid of in geval van niet-nakoming van de "verplichtingen" die aan de overkoepelende sportbonden worden opgelegd, eveneens aangehaakt kan worden bij de sancties bepaald in artikel 24.

Indien dit de bedoeling is, zijn de verplichtingen al te onduidelijk omschreven dan dat ze kunnen voldoen aan het vereiste dat strafbare gedragingen bij de wet nauwkeurig bepaald moeten zijn.

Bovendien is de zin van die bepaling moeilijk te begrijpen.

De vraag rijst bijvoorbeeld hoe de bond initiatieven zou kunnen nemen (tweede streepje, dat onderdeel 2° wordt), waaraan hij evenwel niet actief zou mogen meewerken

.../...

indien die initiatieven zonder hem op een uniforme wijze kunnen worden verwezenlijkt.

Voor het overige kan men zich niet indenken waarom zulk een bepaling nodig zou zijn om een bond in staat te stellen die initiatieven te nemen. Indien het de bedoeling is de sportbond initiatieven op te leggen, moeten die duidelijker omschreven worden.

Artikel 14

In de Franse tekst moet het woord "requérir" vervangen worden door het woord "demander". De gemachtigde ambtenaar is het hiermee eens.

De Nederlandse tekst van paragraaf 2, die het tweede lid wordt, zou beter als volgt gesteld worden :

"De stewards kunnen om afgifte van die voorwerpen verzoeken.".

Artikel 15

In de Franse tekst van paragraaf 4 (die het vierde lid wordt) behoren de woorden "qui ne lui sont pas accessibles" te worden vervangen door de woorden "qui lui sont interdites".

.../...

De Nederlandse tekst van paragraaf 4, die het vierde lid wordt, zou aldus gesteld moeten worden :

"De stewards zorgen voor de opvang van de toeschouwers en begeleiden hen naar hun plaats; ze zien erop toe dat het publiek zich geen toegang verschaft tot de zones die het niet mag betreden.".

Artikel 21

In paragraaf 2, 2°, behoren de woorden "behoudens wettelijk voorschrift, overheidsbevel of een andere uitdrukkelijke en voorafgaande toelating waaruit het geoorloofd karakter blijkt van de betreding", die tautologieën inhouden en interpretatieproblemen kunnen doen rijzen, te worden vervangen door de woorden "of zonder wettige reden".

Dezelfde opmerking geldt mutatis mutandis voor artikel 22, § 1.

2. In dezelfde paragraaf 2, 2°, behoort te worden gepreciseerd wat dient te worden verstaan onder "bepaalde" zones.

Artikel 22

In de paragrafen 1 en 2 behoren de woorden "niet toegankelijk" te worden vervangen door het woord "verboden".

.../...

Artikel 26

In paragraaf 2, 2°, dient het woord "expliciet", dat in casu geen enkele juridische betekenis heeft, te vervallen.

Paragraaf 3 is strijdig met artikel 32 van de Grondwet, dat stelt dat alleen de wetgever bevoegd is om te bepalen in welke gevallen en onder welke voorwaarden ieder het recht heeft elk bestuursdocument te raadplegen en er een afschrift van te krijgen.

Het is trouwens niet duidelijk hoe in casu zou kunnen worden gerechtvaardigd dat voor de afgifte van afschriften andere regels gegeven zouden kunnen worden dan die welke bepaald zijn door de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur.

Artikel 28

In paragraaf 1 behoort het woord "aanbieding" te worden vervangen door het woord "kennisgeving".

In paragraaf 2 kan eenvoudiglijk worden geschreven :

"§ 2 Het hoger beroep heeft schorsende kracht.".

.../...

Artikel 30

1. In het opschrift van hoofdstuk III en aan het begin van artikel 30 behoren de woorden "Mededeling van de beslissing" en "De beslissing ... wordt ter kennis gebracht ..." respectievelijk te worden vervangen door de woorden "Kennisgeving van de beslissing" en "De beslissing ... wordt ter kennis gebracht ...".

Artikel 32

Het opschrift van hoofdstuk V zou "Verjaring" moeten zijn in plaats van "Verval". In de toelichting bij de artikelen wordt immers gepreciseerd dat artikel 32 "een verjaringstermijn voor de administratieve inbreuken (regelt)".

Artikel 34

Volgens de toelichting zou dit artikel ontleend zijn aan artikel 65 van de gecoördineerde wetten betreffende de politie over het wegverkeer.

De regeling waarin die bepaling voorziet, is evenwel zeer verschillend. Volgens die regeling wordt onmiddellijk een bedrag geïnd door de ambtenaar die de overtreding vaststelt, kan die ambtenaar, als de overtreder niet akkoord gaat, de consignatie van een bedrag opleggen en kan het voertuig van de overtreder worden ingehouden tot dat bedrag betaald is.

.../...

Volgens het voorontwerp zou de voorgestelde onmiddellijke inning gedaan worden door de in artikel 26 bedoelde ambtenaar, namelijk de ambtenaar aangewezen door de Koning om administratieve sancties op te leggen. Men kan zich niet voorstellen hoe hij in de praktijk onmiddellijk dat bedrag zou kunnen innen.

In verband met paragraaf 4 wordt verwezen naar de algemene opmerking nr. IV.

Artikel 37

Dit artikel zou onder artikel 29 moeten worden ingevoegd.

Artikel 40

In de Franse tekst dient het woord "particulière" te worden vervangen door het woord "spéciale".

Artikel 41

Die bepaling biedt de mogelijkheid om een "gerechtelijk stadionverbod" op te leggen in geval van overtreding van de artikelen 38 en 39 van het voorontwerp, die betrekking hebben op de "zwarte markt" van toegangsbewijzen voor een voetbalwedstrijd.

.../...

Het is niet duidelijk waarom die sanctie niet zou gelden voor andere strafbare feiten waarin het voorontwerp van wet voorziet.

Slotopmerkingen

De Nederlandse tekst van het ontwerp is uit een oogpunt van correct taalgebruik door de band genomen ondermaats, vooral wegens talrijke gallicismen en andere taalongerechtigheden. In het advies zijn in dat verband een aantal tekstvoorstellen gedaan. Onder voorbehoud van de voorgaande inhoudelijke opmerkingen wordt ten overvloede en bij wijze van voorbeeld op het volgende opmerkzaam gemaakt :

Titel I

Het gebruik van het woord "Deel" als tegenhanger van het Frans "Titre" is in strijd met de wetgevings-techniek. Alleen het woord "Titel" is gebruikelijk. Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 3

Het woord "elke" wordt hier gebruikt in een betekenis die strijdig is met het Nederlandse taaleigen.

.../...

Artikel 4

In paragraaf 1, 7°, (die het eerste lid, 7°, wordt) moet de wending "een of meerdere" vervangen worden door de wending "een of meer". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 6

De verkeerd gebruikte woorden "duiden ... aan" moeten vervangen worden door de woorden "wijzen ... aan". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp. Bovendien is de term "verantwoordelijke" in "veiligheidsverantwoordelijke" een gallicisme. Het zou beter zijn te schrijven : "veiligheidsfunctionaris" of "veiligheidspersoon". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 9

In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, zou het woord "werkingsregels" beter vervangen worden door de woorden "regels voor het functioneren". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 10

Wat paragraaf 1 betreft, wordt de term "reglement van inwendige orde" algemeen als een gallicisme beschouwd.

.../...

Hij zou vervangen moeten worden door de gangbare term "huishoudelijk reglement". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

In de tekst naast het vijfde streepje, dat 5° wordt, zou de term "modaliteiten" vervangen moeten worden door de term "nadere regels". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

In paragraaf 2 zouden de woorden "beschikkingen bepalen", die niet correct zijn, vervangen moeten worden door de woorden "voorschriften geven".

Artikel 14

Het woord "kledij" zou vervangen moeten worden door het woord "kleding".

Artikel 16

Paragraaf 2, die het tweede lid wordt, is onbegrijpelijk in de huidige lezing.

Artikel 18

Zoals het woord "voorzien" in het artikel gebruikt wordt, wordt het als een gallicisme aangemerkt en zou het vervangen moeten worden door de wending "voorzien in" of door een andere geschikte term. Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

.../...

Artikel 19

De woorden "Het huidige deel" zijn in dit zinsverband fout en zouden vervangen moeten worden door de woorden "Deze titel".

Artikel 21

In paragraaf 2, 1°, moet de wending "in overtreding van", die letterlijk uit het Frans vertaald is doch geen gangbaar Nederlands is, vervangen worden door de wending "in strijd met". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 24

Wanneer er sprake is van een meervoud, behoort steeds "maanden" te worden geschreven en niet "maand". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 26

Paragraaf 1 is in zijn huidige lezing slecht gesteld en onleesbaar.

In paragraaf 2, 1°, zou het woord "dewelke" vervangen moeten worden door het woord "welke". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp. Voorts is de term "opgestart" ongebruikelijk in de regelgeving. Hij zou vervangen moeten worden door de term "aangespannen". Een soortgelijke opmerking geldt voor heel het ontwerp.

.../...

In paragraaf 4 zou het correcter zijn "in voorkomend geval" te schrijven in plaats van "desgevallend". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 36

De wending "indien geen inlichting gebeurde" is geen Nederlands, doordat "gebeuren" wijst op iets toevalligs en een "inlichting" juist niet.

Artikel 37

De wending "samengaande inbreuken" is onbegrijpelijk en niet gangbaar. Bedoeld wordt "gelijktijdige overtredingen". Voorts is het hele artikel uit een oogpunt van correct Nederlands bijzonder slecht gesteld, zodat het herschreven zou moeten worden.

Artikel 38

De wending "Wordt gestraft", aan het begin van een zin, in plaats van "Gestraft wordt", wordt geacht in strijd met het Nederlandse taaleigen te zijn. Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 43.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J.-M. FAVRESSE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur adjoint.
La note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. C. NIKIS, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, adjunct-
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld en
toegelicht door de H. C. NIKIS,
adjunct-referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN